

Ontario à des commissions municipales. La ville de London en Ontario, par exemple, veut s'annexer de vastes étendues de terre agricole. Le comté s'y est opposé demandant que lui soit confié le soin de dresser les plans d'utilisation des terres pour toute la région, y compris les villes et les régions rurales.

Le sénateur McDONALD: Comment expliquez-vous alors le peu de résultats obtenus en Californie? N'avez-vous pas mentionné plus tôt aujourd'hui qu'à défaut d'un plan d'aménagement régional quelconque, qui prenne rapidement la chose en main, la culture des pêches serait bientôt chose du passé?

M. KRUEGER: Dans le domaine de l'utilisation des terres, de bons résultats dépendent de la fermeté de ceux qui sont au point de départ. C'est sur le plan politique que le problème se pose; la population doit être prête à soutenir le gouvernement, fédéral ou municipal, qui essaie d'établir un plan d'aménagement régional. Dans l'Ontario, la Loi d'urbanisme donne au ministre le droit de délimiter une certaine région selon un plan d'aménagement et de décider d'y mettre ce plan à exécution, lorsqu'il estime que toute la région bénéficierait de ce plan unique. Cependant le ministre ne se sert pas de ce droit. Il attend que plusieurs collectivités se réunissent pour demander qu'une région déterminée soit soumise à un plan d'aménagement unique. Je crois que nous devrions, nous qui sommes des éducateurs ou des hommes de profession, essayer d'atteindre le peuple d'abord, de l'instruire, de lui faire réaliser la portée vitale de tels plans; alors la question pourra s'exprimer sur le plan politique.

Le sénateur McDONALD: Mais tout cela ne pourra s'accomplir avant que la campagne n'ait été envahie par les agrandissements urbains, comme le district de Niagara nous en fournit l'exemple. Ce plan que vous nous avez soumis et que vous croyez réalisable, je suppose qu'on l'a ignoré si longtemps que les districts vacants sont maintenant envahis par les quartiers résidentiels et peut-être les industries.

M. KRUEGER: Il y en a très peu encore et je pense qu'il n'est pas trop tard pour agir, mais il le sera peut-être dans dix ans.

Le sénateur GOLDING: Le gouvernement devra-t-il prendre directement charge de toutes ces régions? Si vous recevez une offre très avantageuse pour votre ferme, une offre qui ne se répétera probablement jamais, vous serez évidemment tenté de l'accepter. Le gouvernement devra-t-il pour éviter cela s'emparer de votre ferme ou vous défendre de vous en départir au prix qui vous convient?

M. KRUEGER: Un plan d'urbanisme préviendrait avant tout un tel éparpillement sur toute la campagne environnante et orientant dans une direction précise l'extension des centres, les limitant à certaines régions. Par exemple, si vous viviez à 25 milles de la ville, une offre semblable ne vous serait pas faite.

M. STUTT: Voulez-vous dire qu'il y aurait certaines restrictions quant à l'utilisation des terres?

M. KRUEGER: Exactement. Ce serait établir qu'une région est rurale et y proscrire toute extension urbaine.

Le VICE-PRÉSIDENT: C'est là que l'histoire devient moins drôle.

Le sénateur TAYLOR (*Westmorland*): Monsieur le président, voilà exactement ce qui se produit dans les régions qui entourent nos villes. Les commissions urbaines d'aménagement ne connaissent pas encore les difficultés qu'une telle intervention gouvernementale va leur susciter, si le plan proposé est mis à exécution. M'est avis qu'aucun gouvernement ne voudrait se charger d'un plan